

26 AVR. 1971

A la télévision allemande

M. Brandt n'écarte pas un possible échec de sa politique à l'Est

De notre correspondant

Bonn. — En évitant, vendredi 23 avril, à la télévision, un échec possible de sa politique à l'Est — fût-ce à titre d'hypothèse, — le chancelier Brandt a révélé un nouvel état d'esprit à Bonn. Il n'abandonne pas pour autant l'entreprise amorcée avec éclat l'été dernier, mais qui, aujourd'hui, s'enfonce à Berlin.

Que la normalisation souhaitée avec l'Est se fasse avec beaucoup plus de lenteur que prévu, le chancelier l'a admis d'une manière très franche. Mais il a indiqué, tout aussi clairement, que l'heure ne serait nullement venue de jeter le manche après la cognée.

Le chancelier a procédé à une analyse extrêmement pertinente des positions qui s'affrontent à Berlin. Par là même, il a expliqué de quelle manière les réactions peuvent parfois différer entre Bonn et les capitales alliées. Selon lui, en effet, les Soviétiques mettent l'accent sur le statut de l'ancienne capitale du Reich. Leur but essentiel serait de saper autant que possible les droits des alliés en transformant Berlin-Ouest en une entité politique indépendante. De ce point de vue, les propositions de M. Abrassimov aux ambassadeurs occidentaux aurait bien un caractère « négatif ».

Bonn croit pouvoir découvrir aussi quelques aspects positifs dans le « papier » soviétique, dans la mesure où le gouvernement fédéral s'intéresse d'abord « à ce qui a trait à la vie des hommes », c'est-à-dire à des problèmes comme celui des communications avec Berlin, sujet sur lequel les Soviétiques paraissent faire preuve d'une plus grande souplesse. Une telle attitude serait d'autant plus aisée, selon M. Brandt, qu'en ce qui concerne le statut de Berlin-Ouest les Trois ne sont pas prêts d'abandonner leurs droits et que cette question ne saurait donc être tranchée « au détriment de la République fédérale ».

Le fait nouveau est que le chancelier n'a pas, comme il l'aurait fait il y a quelques semaines encore, rejeté comme absurde et indigne de discussion l'hypothèse d'un échec à Berlin qui compromettrait l'ensemble de la politique à l'Est. Deux considérations, d'ailleurs étroitement liées, paraissent bien expliquer cette nouvelle stratégie diplomatique. Tout d'abord, on incline de plus en plus, dans les milieux dirigeants de Bonn, à jouer le jeu de la même façon que les Russes en annonçant ouvertement des positions « inébranlables ».

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 3, 1^{re} col.)

MONDE

Allemagne fédérale

M. BRANDT N'ÉCARTE PAS UN POSSIBLE ÉCHEC DE SA POLITIQUE A L'EST

(Suite de la première page.)

Une telle fermeté était difficile à concevoir, tant le chancelier Brandt voyait le sort de son gouvernement indissolublement lié au succès de la

politique à l'Est. Mais il semble bien que les craintes entretenues à ce sujet soient en train de se dissiper quelque peu. Les dirigeants de Bonn commencent à se rendre compte qu'un échec des négociations avec l'Est ne serait pas nécessairement un désastre pour l'équipe au pouvoir.

Le chancelier lui-même n'a d'ailleurs pas manqué de dire à ce sujet qu'une absence d'accord à Berlin ne compromettrait pas en premier lieu les rapports entre la République fédérale et le Kremlin, mais remettrait en cause l'ensemble des relations entre l'Est et l'Ouest. D'autre part, dans l'éventualité d'un échec, on souligne désormais à Bonn que le gouvernement fédéral pourrait sans crainte dire à son peuple — et au reste du monde — qu'il a été jusqu'au bout des concessions possibles et qu'il aurait seulement rejeté la « capitulation ». A certains égards même, la coalition socialiste-libérale paraît en bien meilleure posture pour résister aux pressions soviétiques que ne le seraient éventuellement les chrétiens démocrates. Ces derniers, en effet, auraient beau invoquer les meilleures justifications, ils seraient toujours soupçonnés de n'avoir jamais sincèrement voulu la réconciliation.

JEAN WETZ.